

Laurence Fin-Langer  
Professeur agrégé  
UFR Droit, Normandie Université, Unicaen

### *Statut professionnel*

Professeur agrégé depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2015, (7<sup>ème</sup> au concours national de l'agrégation), à l'Université de Caen Normandie  
Maître de conférences à l'Université de Caen depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2001  
A.T.E.R du 1<sup>er</sup> septembre 2000 au 31 août 2001 à temps plein à l'Université d'Orléans  
A.T.E.R du 1<sup>er</sup> septembre 1998 au 31 août 1999 à temps partiel à l'Université d'Orléans  
Allocataire -moniteur du 1<sup>er</sup> novembre 1995 au 31 août 1998 à l'Université d'Orléans

### *Titres et diplômes*

Doctorat de l'Université Orléans, le 3 juillet 2000

- *L'équilibre contractuel*
- Jury : Mme Catherine Thibierge, directrice de thèse, M. Jean-Louis Sourieux, M.Y. Lequette, M. Denis Mazeaud, M. Joël Monéger
- Mention très honorable, félicitations prix de thèse : Ministère de la recherche

DEA droit économique, Orléans, mention B, septembre 1995

Maîtrise de droit privé, Orléans, mention B, juin 1994

Licence de droit privé, Orléans, mention B, juin 1993

Deug de droit, Orléans, mention B, juin 1992

### *Principaux enseignements*

#### **Formation initiale en présentiel**

CM de Droit du travail, Relations individuelles en L3 Droit et L2 AES

CM de Droit du travail, Relations collectives en L3 droit et L2 AES

CM de Droit des affaires en L2 LEA

CM de Droit des contrats en L2 AES

CM de Droit de la responsabilité en L2 AES

CM Introduction au droit et droit des biens en L1 AES et capacité 1<sup>ère</sup> année

CM Organisations judiciaires en L1 Droit, Alençon

Séminaires : Droit du travail approfondi en M2 Droit des affaires/ DJCE

Séminaires : Droit du travail de la distribution en M2 Droit des affaires/ Droit de la concurrence et de la distribution

Séminaires : Le contentieux social en M2 Contentieux privé

Séminaires : La convention européenne des droits de l'Homme et droit social en M2 Droits fondamentaux

Séminaires : Droit international du travail en M2 droit européen et droit international

Séminaires : Droit du travail numérique en M2 droit du numérique

TD de droit du travail en L3 Droit  
TD de procédures collectives en M1 Droit

### **Formation continue en présentiel**

Droit du travail pour des personnes en formation continue non juristes en M2 MAE et le M1 DMO à l'IAE de Caen : en présentiel et à distance

Formation continue au profit de professionnels du droit :

- Procédure prud'homale, à des conseillers prud'homaux, Saint-Malo, le 15 novembre 2018
- Procédures collectives : formation pour les huissiers de justice, Université de Caen, juin 2016
- Les salariés dans les cessions d'entreprise en difficulté : formation pour Lexisnexis au profit essentiellement d'avocats, Paris, en 2010, 2011, 2012
- Droit du travail et procédures collectives : formation par l'IFPPC pour les mandataires et administrateurs judiciaires, le 18 décembre 2014, Gosnay (62)
- Droit du travail et procédures collectives : formation pour Paris 2, à destination d'avocats, Paris, 28 novembre 2017
- Droit du travail et procédures collectives : formation pour des magistrats à l'ENM, Paris (9 février 2018)
- Présentation des ordonnances Travail : formation pour des avocats, dans le cadre de l'EDAGO (Ecole des avocats du grand Ouest), à Rennes (16 novembre 2017) et à Caen (23 février 2018, 29 et 30 mars 2018)
- Droit du travail : formation pour les experts-comptables, Caen, Octobre 2014
- Droit des contrats (Crédit Agricole de Caen, le 31 mai 2018) : le contrat d'adhésion
- Droit du travail et réforme du droit des contrats, pour des avocats, dans le cadre de l'EDAGO, à La Baule en août 2016 et à Rennes le 30 novembre 2017, co-animée avec Thibault Douville

<i>Encadrement pédagogique et doctoral</i>
--

1°) Encadrement de travaux de recherche

Encadrement de la thèse de Fanny Gabroy, « Les droits fondamentaux du travailleur et la révolution numérique »

Encadrement de la thèse de Ludvig Carlin, « L'indemnisation des victimes d'accidents du sport »

Encadrement de mémoires pour des étudiants de Master II Droits fondamentaux intitulés « La liberté religieuse dans l'entreprise » et « Le travail des détenus dans les prisons »

Encadrement de projets professionnels pour des étudiants en Master II MAE à l'IAE, étudiants en formation continue

2°) Participation à des jurys

Participation en tant que rapporteur au jury de thèse d'Antoine Bacri, Paris Dauphine, le 17 octobre 2016 : La bonne foi dans le contrat : une réflexion via le prisme du droit anglais

Participation au jury d'HDR de Delphine Bazin-Beust le 14 octobre 2016, Université de Caen

3°) Encadrement d'échanges étudiants

Participation au séminaire franco-allemand à Caen entre le 19 février et le 23 février 2018

Encadrement d'un voyage en Macédoine avec des étudiants de M2 Droits fondamentaux, à l'université de Skopje pour comparer le droit français et le droit macédonien, notamment en droit du travail en février 2013 pendant une semaine

Organisation du séminaire franco-allemand à Caen entre le 29 mars et le 2 avril 2004 : préparation d'un échange d'étudiants avec l'université de Würzburg.

### *Principales recherches*

1°) Ouvrages :

- Participation au « Guide pratique des procédures collectives », écrit par Jocelyne Vallansan, Lexisnexis, 2018, 1<sup>ère</sup> édition (Chapitres 45, 46 et 47)
- « Fiches de Droit du travail », Ellipses, 1<sup>ère</sup> édition en février 2007 et 6<sup>ème</sup> édition en août 2015, 429 pages
- « Fiches de Droit du travail approfondi », Ellipses, 1<sup>ère</sup> édition août 2014, 304 pages
- Remise à jour du livre « Difficultés des entreprises, Commentaire article par article du Livre VI du Code de commerce » en collaboration avec Jocelyne Vallansan et Pierre Cagnoli, 6<sup>ème</sup> édition, Litec, 2012
- Publication de la thèse : « L'équilibre contractuel », LGDJ, Bibliothèque de droit privé, T. 366, 2002, 644 pages

2°) Principaux articles et notes de jurisprudence :

Direction scientifique de la revue *Actualité des procédures collectives* depuis septembre 2009 en collaboration avec Jocelyne Vallansan et Pierre Cagnoli, à raison de 6 numéros par an environ. Cette direction consiste à rechercher les sources, sélectionner les arrêts les plus pertinents pour les résumer et en faire deux commentaires. Il s'agit enfin de rechercher pour le numéro suivant deux commentateurs, un parmi le centre de recherche de droit privé et un extérieur à l'université :

Pour l'année 2018 : n°1, 5, 9, 13, 16 et 19

Pour l'année 2017 : n° 1, 3, 9, 13 et 17

Pour l'année 2016 : n°3, 6, 9, 13 et 15

Pour l'année 2015 : n°2, 3, 8 et 12, 14, 17 et 20

Pour l'année 2014 : n° 3, 7, 11, 13, 14, 16 et 19

Pour l'année 2013 : n°3, 6, 9, 12, 15, 17 et 20

Pour l'année 2012 : n° 20, 17, 14, 11, 8, 5 et 2

Pour l'année 2011 : n° 19, 16, 13, 10, 7, 4

Pour l'année 2010 : n° 18, 15, 12, 9, 6, 3

Pour l'année 2009 : n° 20, 17 et 14

Participation à la chronique de droit social à la Revue des procédures collectives depuis 2014 :

Année 2017

- RPC mai 2017 : n°75, 76, 78, 79, 81, 83

Année 2016

- RPC septembre 2016 : n°146, 147, 148, 149, 150, 151, 152 et 153
- RPC mars 2016 : n°53, 55, 57, 58, 62, 64, 65, 69, 71, 74

Année 2015

- RPC mai-juin 2015 : n°48, 57, 58, 59, 61, 62, 63, 66
- Année 2014
- RPC novembre : n°168 et 169
- RPC septembre : n°128, 129 et 130
- RPC juillet : n°97, 98, 101, 102 et 103
- RPC mai : n° 64, 68 et 79

Commentaires publiés dans d'autres revues :

En 2018 :

- « Faillite frauduleuse et remise en cause des licenciements prononcés », JCP S 2018, 1321
- « Aggravation de l'insuffisance d'actif et condamnation du dirigeant en cas de faute de gestion », Bull. Joly Société 1/11/2018, p. 649
- « Maintien d'un licenciement disciplinaire notifié par le cessionnaire malgré la résolution du plan de cession », JCP S 2018, 1295
- « Remise en cause de la cause réelle et sérieuse d'un licenciement prononcé dans le cadre d'une liquidation judiciaire », Bull. Joly Trav. 1/10/2018, p. 101
- « Garantie AGS et dissolution d'une société », JCP S 2018, 1238
- « Intervention de l'AGS au profit des salariés travaillant à l'étranger », JCP S 2018, 1174
- « Conséquences de l'absence de mise en cause des organes de la procédure collective et de l'employeur à une audience prud'homale », JCP S 2018, 1128
- « La prescription de l'action en requalification du CDD peut être contractuellement aménagée », Feuillet Rapide Social Francis Lefebvre 2018
- « Les voies de recours d'un actionnaire d'une société placée en procédure collective », Bull. Joly Sociétés 1/7/2018, p. 436
- « Exclusion de garantie de l'AGS en cas de prise d'acte notifiée par le débiteur par le salarié après le jugement d'ouverture », JCP S 2018, 1072
- « Un office important de la formation des référés : la poursuite de la relation de travail », Cah. Soc. 1<sup>er</sup>2/2018, n°304, p. 94
- « Garantie de l'AGS et rupture du contrat de travail d'un salarié protégé », JCP S 2018, 1014

En 2017 :

- « Reclassement : à l'impossible, nul n'est tenu », JCP S 2017, 1421
- « Les limites temporelles de l'action en extension pour confusion des patrimoines », Bull. Joly Sociétés 1/11/2017, p. 693
- « Le référé probatoire au service d'un contentieux en transfert d'une entreprise », JCP S 2017, 1331
- « Quelle responsabilité pour insuffisance d'actifs en cas d'extension de procédure collective ? », Bull. Joly Sociétés 1/5/2017, p. 338
- « Absence de représentant des salariés : point de départ du délai de contestation du procès-verbal de carence », JCP S 2017, 1031
- « Refus de reconnaître le droit propre de l'AGS d'agir en reconnaissance d'un transfert des contrats de travail », JCP S 2017, 1032

En 2016 :

- « Date d'entrée en vigueur de la loi du 28 juillet 2011 instaurant le contrat de sécurisation professionnelle », JCP S 2016, 1384
- « Effets des clauses de prise en charge des droits attachés aux contrats de travail transférés prévues dans un plan de cession », JCP S 2016, 1341

« L'exigibilité des avances de cotisation sociales et l'ouverture d'une procédure collective », JCP S 2016, 1324

« Revient-il à l'administrateur ou au liquidateur de licencier les salariés en vertu d'un plan de cession », JCP S 2016, 1080

En 2015 :

« La lex fori concursus et les salariés », JCP S 2015, 1438

« Maintien de la compétence de la juridiction du lieu d'exécution habituelle de la prestation de travail malgré l'insolvabilité de l'employeur », JCP S 2015, 1477

« Consultation des représentants du personnel sur le plan de cession », JCP S 2015, 1291

En 2014 :

« Toutes les sociétés de droit privé doivent cotiser à l'AGS : un rappel utile », JCP S 2014, 1417

« Extension de la garantie de l'AGS pour les créances antérieures à un jugement de sauvegarde convertie ensuite en redressement judiciaire », JCP S 2014, 1138

« Vagues de licenciement : quid du PSE ?, » JCP S 2014, 1095

« Extension de la garantie de l'AGS pour les créances antérieures à un jugement de sauvegarde converti ensuite en redressement judiciaire », JCP S 2014, 1138

En 2013 :

« Litige relatif au relevé des créances salariales : compétence du bureau de jugement du Conseil des prud'hommes » : JCP S 2013, 1039

En 2012 :

« Extension de la garantie de l'AGS » : JCP S 2012, 1153

En 2011 :

« Quelle est l'institution de garantie des salaires compétente pour les travailleurs migrants ? » : JCP S 2011, 1581

« Le représentant des salariés dans les procédures collectives est-il une IRP ? » : JCP S 2011, 1390

« Litige en cours au moment de l'ouverture d'une procédure collective : convocation des organes de la procédure » : JCP S 2011, 1155

Entre 2003 et 2009

« Transaction et autorité de la chose jugée » : JCP S 2009, 1284

« Portée de l'annulation d'un jugement de liquidation judiciaire » : JCP S 2009, 1125

« Redressement judiciaire : portée de l'intervention du représentant des salariés » : JCPS 2008, 1617

« Nullité d'un contrat de qualification conclu par l'employeur pendant la période suspecte » : JCP E 2003, 1399

« Application de l'article L. 122-12-1 du Code du travail : garantie de paiement des créances salariales en cas de transfert d'une entité économique » : JCP E 2003, 68

Principaux articles publiés :

« Le juge et les salariés d'une entreprise en difficultés », in Mélanges en l'honneur de Jean-Luc Vallens, Ed. Joly, 2017, p. 45

« Les ordonnances du 22 septembre 2017 et la rupture des contrats de travail dans une entreprise en difficulté », avec David Jacotot, Rev. proc. coll. 11/2017, étude 21

« L'équilibre contractuel du bail commercial », in Liber Amicorum en l'honneur du professeur Joël Monéger, Lexisnexis, 2017, p. 181

« L'instance de dialogue social du réseau de franchise », avec Delphine Bazin-Beust, JCP S 2017, 1095 et JCP E 2017, 1114

« Avis de tempête confirmé pour les réseaux de franchise : voici le décret relatif à l'instance de dialogue social », avec Delphine Bazin-Beust, JCP S 2017, act. 2017

« La cession d'une entreprise en difficulté, à la croisée des chemins », RDT 2017, p. 116

« La loi Travail et le droit des procédures collectives », avec David Jacotot, JCP S 2016, 1345, publication aussi Revue Droit des sociétés, 1/12/2016, p. 8

« Les salariés, objets ou sujets de la cession de l'entreprise en difficulté ? », Rev. proc. coll. janvier 2016, Dossier « 30 ans de réforme », art. 17

« La loi Macron et le droit social », avec David Jacotot, Rev. des proc. coll., septembre 2015, Etudes 17

« Que reste-t-il de la loi Florange après la censure du Conseil constitutionnel ? », Rev. proc. coll. 2014, étude 9

« La place de la négociation collective portant sur la rupture des contrats de travail dans les procédures collectives », Rev. proc. coll. 2014, étude 11

« La naissance d'un droit social des entreprises en difficulté ? », avec David Jacotot, Rev. Proc. coll. 2014, dossier 24

« Le statut du représentant des salariés », Rev. proc. coll. mai 2013, étude 14

« Le particularisme des instances prud'homales dans les procédures collectives », Rev. proc. coll. Janvier 2012, dossier 5

« Les aspects sociaux de la cession des entreprises en difficulté », Rev. proc. coll. mai-juin 2010, étude 17

« L'obligation de reclassement à l'étranger », Rev. proc. coll. janvier-février 2009, n°3, p. 14

Fascicule « La suspension du contrat de travail » pour le répertoire Droit du travail, Dalloz en 2010, mise à jour prévue pour fin 2018

Fascicule « Le représentant des salariés », J. Cl. Procédures collectives, Fasc. n° 2440, 2008, remis à jour en 2016

### 3°) Principales Conférences

a) Organisation de colloques à l'Université de Caen dans le domaine des procédures collectives :

- « Le droit des entreprises en difficulté : le renouvellement des enjeux », 9 juin 2017, avec Florent Petit
- « Les plans », le 10 avril 2015, co-direction avec J. Vallansan et Pierre Cagnoli
- « Loi de sauvegarde : Risques et responsabilités en droit des procédures collectives », le 15 octobre 2010 co-direction avec J. Vallansan, Corinne Regnaut-Moutier et Pierre Cagnoli

b) Participation à des colloques ou des séminaires de recherche :

- Invitation par Philippe Roussel-Galle, à présenter, lors d'un colloque organisé par l'Université de Paris V, le 5 décembre 2018, "L'AGS", avec Jocelyne Vallansan "L'AGS et les plans de redressement"
- Invitation à présenter, lors d'un colloque organisé par l'Université de Bordeaux, le 22 juin 2018 « La pratique des baux commerciaux à l'épreuve des principes fondamentaux des contrats »,

une contribution sur « Contrat d'adhésion et déséquilibre significatif », Loyers et copropriété, oct. 2018, art. 15

- « L'adaptation du droit du travail au droit des entreprises en difficulté », lors du colloque de Lille, le 24 novembre 2017, invitation du professeur Denis Voinot, Rev. proc. coll. janvier 2018, Dossier n°10, p. 109
- « Les difficultés financières à l'échelle d'un groupe européen à la lumière des ordonnances Travail », invitation du professeur Michel Storck, Université de Strasbourg, le 27 octobre 2017, colloque « L'actualité des procédures collectives, droit français et droit européen »
- Participation à la journée d'étude organisée par l'Institut Demolombe le 7 septembre 2017 sur « La vulnérabilité », dans laquelle j'ai présenté le rapport de synthèse
- Participation au colloque « Le droit des entreprises en difficulté : le renouvellement des enjeux » : introduction avec Florent Petit et « Les débiteurs issus de la nouvelle économie », présentée avec Christine Gailhbaud, Rev. proc. coll. juillet 2017, dossier 6
- « La rupture pour motif économique », colloque de Caen La rupture du contrat, 12 mai 2017, Droit ouvrier août 2017, p. 469
- « Le prix », colloque Caen, « La réforme du droit des contrats », 29 avril 2016, invitation du professeur Christophe Alleaume, non publié
- Invitation de l'AJDE pour présenter à l'Université de Toulouse, avec maître Amizet, une conférence sur « Le particularisme des créances salariales », le 7 octobre 2016
- Invitation de l'AJDE pour présenter à l'Université de Toulouse, avec David Jacotot, une conférence « Les salariés, acteurs de la reprise d'entreprise en difficulté », le 9 octobre 2015
- Présentation lors du colloque à Caen sur les plans le 10 avril 2015, « Les représentants du personnel et les plans », avec Christine Gailhbaud, Rev. proc. coll. 1/5/2015, dossier 47
- Présentation « Le contrat de travail en France », 1<sup>ère</sup> journée de comparaison franco-macédonienne, le 21 février 2013, à Skopje
- Invitation de l'AJDE pour présenter, à l'université de Toulouse, une conférence dans le cadre d'une journée d'étude organisée le 14 octobre 2011 portant sur Droit social et procédures collectives sur « Le particularisme des instances prud'homales dans les procédures collectives », publiée à la Revue des procédures collectives 2012, dossier 5
- Participation au colloque organisé par l'Université de Caen, Risques et responsabilité dans les procédures collectives, Octobre 2010 : « Les risques encourus par les salariés », présentation ayant été publiée à la Revue des procédures collectives 2010, dossier 10
- Participation au colloque organisé à Caen, le 2 février 2006, par le PRINT sur les créations salariales : « Les statuts de créateur et de salarié sont-ils compatibles ? », invitation du professeur Christophe Alleaume, publié au Droit et patrimoine avril 2006, p. 52
- Présentation « L'harmonisation du droit des contrats », Centre Malher le 21 février 2002, publié « L'intégration du droit du contrat en Europe », in Critique de l'intégration normative sous la direction de M. Delmas-Marty, collection les voies du droit, juin 2004

### *Principales fonctions administratives*

Directeur du Master 2 Droit des affaires/ DJCE septembre 2005 à septembre 2007

Membre du conseil d'administration UFR droit de l'Université de Caen en tant que maître de conférences et en tant que professeur (mandat en cours)

Membre du conseil d'administration Université Caen Normandie depuis mars 2016

Membre de la Commission des ressources humaines de l'Université Caen Normandie depuis mars 2016

Présidente de la Commission des statuts de l'Université de Caen Normandie depuis mars 2016

Coordinatrice de l'ACS 01 depuis septembre 2016

Responsable du pôle droit des affaires au sein du centre de recherche, l'Institut Demolombe.

Membre du jury d'accès au stage de mandataire judiciaire, Paris depuis 2016

Membre du jury d'accès au CRFPA depuis de nombreuses années